

**Unité interdépartementale Vaucluse - Arles**  
**Affaire suivie par le pôle risques**  
**Références : D-00613-2022**

Marseille, le 25 janvier 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22 juillet 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SAS CRA AUTOMOBILE**

2872 Route d'Orange RN7  
84700 SORGUES

D/SPR/GP/111/2023

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 juillet 2022 dans l'établissement SAS CRA AUTOMOBILE implanté 2872 Route d'Orange RN7 84700 SORGUES. L'inspection a été annoncée le 13/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS CRA AUTOMOBILE
- 2872 Route d'Orange RN7 84700 SORGUES
- Code AIOT dans GUN : 0006400422
- Régime : Enregistrement

La SAS CRA AUTOMOBILE fait partie du groupe FERT DÉMOLITION. Le site de SAS CRA AUTOMOBILE occupe une surface d'environ 32 000 m<sup>2</sup> sur les parcelles Section AP n° 12 ; Section AR n° 3 et 43. Ce site est divisé en 2 parties, une installation dédiée aux Poids Lourds (PL) sur une surface de environ 4 500 m<sup>2</sup> et une installation dédiée aux Véhicules Légers (VL) sur une surface de environ 25 000 m<sup>2</sup>.

#### **Consistance de l'installation :**

- deux aires imperméabilisées d'une surface totale d'environ 11 900 m<sup>2</sup> pour la réception des véhicules VL et PL non dépollués,
- un bâtiment de démontage de 650 m<sup>2</sup>,
- deux aires non imperméabilisées d'une surface totale d'environ 14 000 m<sup>2</sup> pour le stockage des VHU dépollués,
- un bâtiment de 1 600 m<sup>2</sup>, abritant les bureaux, le magasin de pièces détachées,
- une aire de stationnement clients et de livraison de 1 350 m<sup>2</sup>.

Le site est entièrement clôturé sur une hauteur de plus de 2 m.

#### **L'installation est réglementée par:**

- un arrêté préfectoral d'autorisation du n° 440 du 14 mars 1997 autorisant la société RACCHINI à exploiter un dépôt de véhicules hors d'usage,
- un arrêté préfectoral portant renouvellement d'agrément de centre VHU n° 2012215-0005 du 2 août 2012 à la SAS CRA AUTOMOBILE sous le numéro d'agrément PR 84 00006 D,
- un récépissé de changement d'exploitant délivré le 30 octobre 2013 au profit de la Société GROUPE FERT DEMOLITION,
- un arrêté préfectoral complémentaire pour la SAS CRA AUTOMOBILE n° 2014339-0002 du 5 décembre 2014,
- un arrêté préfectoral complémentaire pour la SAS CRA AUTOMOBILE du 15 mars 2018.

## Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification de la conformité de l'exploitation au regard de l'arrêté de mise en demeure du 3 mai 2017.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisées ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives,
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

	Point de contrôle	Référence réglementaire	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)
N°	Nom		
2	Imperméabilisation des surfaces affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs	Arrêté de mise en demeure 3 mai 2017 Article 1 alinéa 2	Proposition de consignation administrative

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

	Point de contrôle	Référence réglementaire
N°	Nom	
1	Imperméabilisation des surfaces affectées au démontage et à l'entreposage des VHU non dépollués	Arrêté de mise en demeure 3 mai 2017 Article 1 alinéa 1
3	bassin de traitement des eaux pluviales	Arrêté de mise en demeure 3 mai 2017 Article 1 alinéa 3
4	déclaration au bénéfice des droits acquis	Arrêté de mise en demeure 3 mai 2017 Article 1 alinéa 4

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour les points de contrôle 1, 3 et 4 qui ont pour origine l'arrêté de mise en demeure du 3 mai 2017, l'exploitant a satisfait aux prescriptions.

Pour le point 2, malgré les engagements pris par l'exploitant par courriel du 16 septembre 2019 pour finir d'exécuter l'ensemble des travaux d'imperméabilisation à juin 2020, il a été constaté au jour de l'inspection que seule une surface totale d'environ 5 950 m<sup>2</sup>, située sur la partie médiane de la parcelles AP 12 et le nord de la parcelle AR 43, est totalement étanche et équipée d'un réseau de récupération des eaux souillées.

Aucun travaux d'étanchéification et de récupération n'a été fait sur le sud et le nord de la parcelle AP 12 soit une surface totale d'environ 9 100 m<sup>2</sup> ainsi que sur le sud de la parcelle AR 43 pour une surface d'environ 4 900 m<sup>2</sup>. L'ensemble de la surface restant à protéger est ainsi estimé à 14 000 m<sup>2</sup>. (Voir annexe 1)

L'arrêté de mise en demeure du 3 mai 2017 n'est donc pas respecté dans sa totalité. Au regard des constats relevés et détaillés au point 2 du présent rapport et des enjeux en termes de protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, l'Inspection des Installations Classées propose à Madame la Préfète de Vaucluse de prendre un arrêté de consignation de somme à l'encontre de l'exploitant, jusqu'au respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 3 mai 2017, en application de l'article L 171-8-II du code de l'environnement.

Le calcul de la consignation de somme est évalué au regard du montant financier indiqué dans un devis relatif au site FERT DEMOLITION à Cavaillon (même groupe) en date du 22 septembre 2022 d'un montant total de 190 000 € Ht pour une surface restant à étancher de 5 000 m<sup>2</sup> issue des évaluations de l'exploitant pour un stockage total de 600 véhicules (annexe I). Le montant financier tient compte du montant du sous-total dédié aux travaux de préparations de la surface pour un montant de 52 000 € Ht (dont 2000 € HT de frais fixe d'installation de chantier) , ainsi que du revêtement en enrobé sur deux couches d'un montant de 138 000 € Ht.

Le Groupe FERT DEMOLITION souhaite réduire la capacité maximale de stockage à 600 véhicules en mesures conservatoires sur le site de la SAS CRA AUTOMOBILE. De ce fait, au regard du courrier en date du 29 septembre 2022, par lequel l'exploitant a évalué une surface moyenne de 16 m<sup>2</sup> par véhicule stocké la surface totale étanche de stockage nécessaire est de 9 600m<sup>2</sup>. L'installation possède une surface étanche existante de 5 950 m<sup>2</sup>, il reste donc 3 650 m<sup>2</sup> à étancher. Le montant financier nécessaire aux travaux est de 139 240 € avec un montant 2 000 € pour la préparation des travaux, de 38 500 € pour la préparation de la surface et 100 740 € pour le revêtement en enrobé sur deux couches. Ces chiffres sont issus d'un calcul ramené au ratio du couts au mètre carré du devis précité pour la surface de 3 650 m<sup>2</sup>.

Un projet d'arrêté est joint à cet effet en annexe 2 au présent rapport.

Conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, une copie du présent rapport a été adressée à l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

**Point de contrôle n° 1 :** imperméabilisation des surfaces affectées au démontage et à l'entreposage des VHU non dépollués

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté de mise en demeure 3 mai 2017 Article 1 alinéa 1
<b>Prescription contrôlée :</b> imperméabiliser avec dispositif de rétention, les surfaces affectées au démontage et à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués, prescrit à l'article 1° de l'annexe II de l'arrêté préfectoral portant renouvellement d'agrément n° 2012215-0005 du 2 août 2012, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
<b>Constats :</b> L'ensemble des VHU en attente de traitement sont stockés sur deux dalles étanches de 1 900 m <sup>2</sup> et 10 000 m <sup>2</sup> . Les démontages s'effectuent dans un bâtiment clos de 650 m <sup>2</sup> de surface situé au nord de l'établissement.(voir annexe)
<b>Observations :</b> Cette prescription est satisfaite
<b>Type de suites proposées :</b>
<b>Proposition de suites :</b>

**Point de contrôle n° 2 :** imperméabilisation des surfaces affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté de mise en demeure 3 mai 2017 Article 1 alinéa 2
<b>Prescription contrôlée :</b> imperméabiliser avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraisseurs, les surfaces affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, prescrit à l'article 10 de l'annexe II de l'arrêté 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
<b>Constats :</b> 500 véhicules environ sont en attente de décision d'assureurs sur une surface totale non étanche estimée de 14 000 m <sup>2</sup> . Répartie comme suit : <ul style="list-style-type: none"><li>• au sud de la parcelle AP 12 sur une surface estimée de 4 000m<sup>2</sup>,</li><li>• au nord de la parcelle AP 12 sur une surface estimée de 5 100m<sup>2</sup>,</li><li>• au sud de la parcelle AR 43 sur une surface estimée de 4 900m<sup>2</sup>,</li></ul> (Voir annexe II)
<b>Observations :</b> la prescription Article 1 alinéa 2 n'est pas respectée
<b>Type de suites proposées :</b>
<b>Proposition de suites :</b>

**Point de contrôle n° 3 :** bassin de traitement des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté de mise en demeure 3 mai 2017 Article 1 alinéa 3
<b>Prescription contrôlée :</b> Mettre en place le bassin de rétention de l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, prescrit à l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral portant renouvellement d'agrément n° 2012215-0005 du 2 août 2012, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
<b>Constats :</b> Le bassin est présent et fonctionnel. Il est constitué d'un bassin étanche relié à un débourbeur-déshuileur. La surverse se fait dans un bassin d'infiltration contigu. L'exploitant devra pouvoir justifier du dimensionnement des bassins au regard des surfaces étanchéifiées des parcelles AP 12 et AR 43 ainsi que des surfaces restant à étanchéifier sur la parcelle AP 293. Il informera l'inspection des résultats de sa vérification.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b>
<b>Proposition de suites :</b>

**Point de contrôle n° 4 : déclaration au bénéfice des droits acquis**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté de mise en demeure 3 mai 2017 Article 1 alinéa 4
<b>Prescription contrôlée :</b> faire une déclaration à Madame la Préfète pour une installation de stockage de batteries usagées fonctionnant au bénéfice des droits acquis sous la rubrique 2718 pour l'installation, sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
<b>Constats :</b> L'exploitant a effectué une déclaration de fonctionnant au bénéfice des droits acquis pour la rubrique 2718 en date du 29 mai 2017. Un arrêté préfectoral complémentaire du 15 mars 2018 a entériné cette déclaration.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b>
<b>Proposition de suites :</b>

# Annexe I



**ARTAUD TRAVAUX PUBLIC & BÂTIMENT**  
Zone Daudel 4, Rue Jean Baptiste Colbert  
**26700 PIERRELATTE**

@ : c.artaud@groupe-cai.fr

N° Siret : 451 220 594 00019

APE : 4312A

Tél : 06.44.16.54.59

Une entreprise du GROUPE CAI

[www.groupe-cai.fr](http://www.groupe-cai.fr)



Pierrelatte, le 22/09/2022

**FERT DEMOLITION SAS**  
242 Chemin Vieux Canal  
84300 CAVAILLON

**DEVIS N° 3139**

## SITE DE CAVAILLON - TRANCHE N°02

LIBELLE	QTE	U	PU HT	TOTAL HT
<b>TRAVAUX PREPARATOIRES :</b>				
Installation de chantier :				
- Implantations				
- Aménagement du terrain mis à disposition				
- Amené et repliement des bungalows				
- Location 45 jours d'une salle de réunion de 20m2				
- Location de 45 jours d'un WC chimique				
- Nettoyage de fin de location de la salle de réunion				
- Nettoyage de fin de location du WC				
- Fourniture et pose de deux panneaux de chantier 2.00m X 3.00m				
- Nettoyage de la zone mise à disposition				
- Le gardiennage de la base vie				
	1,000	FT	2 000,00 €	2 000,00 €
<b>SOUS TOTAL :</b>				<b>2 000,00 €</b>
<b>Sous total :</b>				
<b>PLATEFORME :</b>				
Scarification, réglage du matériau existant et compactage	5 000,000	M2	4,00 €	20 000,00 €
Couche de réglage en GNT 0/31.5 mm y compris :				
- Fourniture				
- Transport à pied d'oeuvre				
- Réglage manuel et mécanique				
- Compactage				
Ep. 10 cm	5 000,000	M2	6,00 €	30 000,00 €
<b>SOUS TOTAL :</b>				<b>50 000,00 €</b>
<b>Sous total :</b>				
<b>REVETEMENT :</b>				
Réalisation d'une couche d'imprégnation à l'émulsion de bitume sur la couche de forme en 0/31.5mm	5 000,000	M2	2,00 €	10 000,00 €
Fourniture et mise en oeuvre d'enrobés à chaud 0/10 à raison de 140 kg/m2	5 000,000	M2	25,60 €	128 000,00 €
<b>SOUS TOTAL :</b>				<b>138 000,00 €</b>
<b>Sous total :</b>				

Date de validité : 21/10/2022

Bon pour accord client,

L'entreprise C. ARTAUD



TRAVAUX PUBLICS ET BÂTIMENT

Zone Daudel 4, Rue Jean Baptiste Colbert

26700 PIERRELATTE

c.artaud@groupe-cai.fr

06.44.16.54.59

Siret: 451 220 594

TOTAL HT 190 000,00 €

TVA 20,00% 38 000,00 €

**TOTAL TTC 228 000,00 €**

A compter du 01/03/2022, l'ensemble de nos dévis de prix est valable pour une durée de 10 jours. Ils ne tiennent pas compte de l'évolution des coûts de nos matières premières et des énergies.



## Annexe II

